

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

11^{ème} DIALOGUE DE HAUT NIVEAU SUR LA DÉMOCRATIE, LES DROITS DE L'HOMME ET LA GOVERNANCE EN AFRIQUE : TENDANCES, DÉFIS ET PERSPECTIVES

THÈME:

RENFORCER LES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE

PROJET DE NOTE CONCEPTUELLE

**22 - 23 NOVEMBRE 2022
COTONOU, RÉPUBLIQUE DU BÉNIN**

A. CONTEXTE

La recrudescence des changements anticonstitutionnels de gouvernement (CAG) est devenue une caractéristique marquante du paysage politique africain récemment, avec un certain nombre d'États membres de l'Union Africaine (UA) confrontés à un retour des coups d'État. Les changements anticonstitutionnels de gouvernement sont le résultat de plusieurs facteurs liés à l'absence d'une gouvernance démocratique forte et efficace sur le continent, qui ont servi de terreau à l'instabilité et de moteur principal des changements anticonstitutionnels de gouvernement. De nombreux coups d'État ont eu lieu en Afrique au cours des deux dernières années (2012-22) et, cumulativement, au cours des dix dernières années.

Le continent africain a été confronté au Covid-19, l'une des pires pandémies de ces dernières années, pendant laquelle les questions de gouvernance démocratique et de promotion des droits de l'homme ont été temporairement reléguées au second plan. Certaines personnalités politiques ont profité de l'attention portée par la communauté internationale à la pandémie pour s'emparer du pouvoir - comme en témoignent les pays qui ont entrepris des réformes constitutionnelles pour prolonger la durée du mandat des gouvernements élus (dans le cas de la Guinée), justifiant ainsi les revers actuels. Les inégalités socio-économiques ont été exaspérées par la montée en flèche du coût de la vie pour les citoyens du continent. Une tendance plus récente à l'instabilité mondiale, aux guerres et aux problèmes de sécurité, a également joué un rôle important dans l'enracinement de la pauvreté dans la vie des Africains, créant ainsi une frustration et un mécontentement mis en évidence par de nombreuses protestations populaires.

L'accent doit être mis sur la dynamique transnationale des CAG, qui touche à l'insécurité, à l'exportation de l'extrémisme violent et aux réfugiés en raison des espaces de gouvernance contestés. Le Sahel offre un exemple clair de la dynamique régionale des CAG.

L'atténuation des CAG dépend de la résolution des déficits de gouvernance démocratique. Le déficit de gouvernance démocratique a aggravé et entravé le développement, compromis la paix durable et a été au cœur des défis de la gouvernance démocratique en Afrique. Le Continent a un besoin urgent d'institutions fortes et de systèmes de gouvernance réactifs qui facilitent les relations positives entre l'État et la société en fournissant des canaux indépendants et fiables entre les citoyens et leurs gouvernements. Les partis politiques, les organes électoraux indépendants, un système judiciaire indépendant, un secteur de sécurité solide et une société civile forte jouent tous un rôle important en contribuant aux processus de gouvernance démocratique qui maintiennent le contrat social et renforcent la confiance entre la société et le gouvernement. La mise en place de systèmes de gouvernance démocratiques efficaces et solides peut permettre de remédier aux CAG parmi d'autres maux en abordant également les questions d'inclusion et de cohésion tout en apportant aux citoyens une part équitable des dividendes de la démocratie.

Le Forum de réflexion d'Accra sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement, qui s'est tenu en mars 2022 à Accra, au Ghana, a identifié les facteurs structurels qui ont conduit à la résurgence des CAG, notamment les lacunes en matière de gouvernance, la manipulation des constitutions et la convergence des vulnérabilités dans le secteur de la sécurité, en particulier la montée du terrorisme et de l'extrémisme violent. La Déclaration d'Accra reconnaît la nécessité d'un engagement multipartite dans la lutte contre les CAG, incluant les femmes, les jeunes et la société civile. Les décisions et recommandations du Forum ont alimenté les discussions du 16e Sommet Extraordinaire.

Le 28 mai 2022, lors de la 16e Session Extraordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine sur le Terrorisme et les Changements Anticonstitutionnels de Gouvernement en Afrique qui s'est tenue à Malabo, en Guinée Equatoriale, les Etats membres de l'UA ont reconnu la résurgence des CAG et ont attribué ses causes profondes aux déficits de gouvernance et aux défis structurels. La déclaration mentionne également trois domaines d'intervention importants qui nécessitent des efforts concertés de la part de toutes les parties prenantes de l'Union, y compris les organes de l'UA, les CER et les institutions, les États membres, les OSC et les partenaires. Les domaines d'intervention impliquent l'importance des valeurs partagées de l'UA, en particulier l'adhésion à la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance (CADEG), à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et à la Déclaration de Lomé, et appellent également à l'efficacité du renforcement des capacités des Etats membres pour soutenir les transitions pacifiques ainsi que le soutien à l'organisation d'élections libres et équitables.

C'est à la lumière de ces éléments que les organes et institutions de l'UA qui forment la Plateforme de l'Architecture de Gouvernance Africaine (PAG) ont convoqué le 11ème Dialogue de Haut Niveau sur la Démocratie, les Droits de l'Homme et la Gouvernance sous le thème : "Renforcer les systèmes de gouvernance démocratique en Afrique", qui aura lieu physiquement les **22-23 novembre 2022** en **République du Bénin, à Cotonou**.

B. JUSTIFICATION

L'objectif premier de l'UA est sa détermination à réaliser les Aspirations énoncées dans l'Agenda 2063. Ce grand plan visant à réaliser "l'Afrique Que Nous Voulons" s'appuie sur les piliers de l'UA que sont la paix, l'unité, l'intégration et la prospérité. L'UA estime qu'en se concentrant sur ces piliers, le continent peut atteindre l'objectif d'une Afrique démocratique, pacifique, sûre et prospère. Le premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 arrive actuellement à son terme, ouvrant la voie à un nouveau plan décennal. À ce stade important, l'Union se trouve à la croisée des chemins pour évaluer l'impact de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, et plus particulièrement de l'Aspiration 3, dans le contexte des revirements de la gouvernance démocratique sur le continent¹.

Pourtant, dans la poursuite du plan de l'Union, les cadres normatifs et juridiques de l'UA, y compris l'Acte Constitutif, tiennent compte sans équivoque de la promotion de la gouvernance démocratique sur le continent tout en condamnant fermement les CAG. Plus précisément, la Déclaration de Lomé a exprimé la volonté des États membres de l'Union de condamner les coups d'État militaires, les interventions étrangères, les rébellions et la dissidence armée. L'UA, en tant que structure normative, a établi la norme en matière de démocratie et de gouvernance. Qualifiée de progressive, la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance (CADEG) est un instrument juridiquement contraignant pour les États membres qui y ont adhéré. L'Union a également intégré les questions de gouvernance démocratique et de paix dans deux importantes architectures qui font avancer ces aspirations. L'Architecture Africaine de Gouvernance (AGA) et l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA) prévoient toutes deux des modalités spécifiques basées sur l'engagement pris par les EM de l'UA.

En dépit des cadres normatifs existants, les États sont aux prises avec des problèmes de CAG, de prises de contrôle militaires et d'insurrections qui provoquent des fragilités et des insécurités composites sur le continent. L'augmentation des CAG au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Soudan et au Tchad a donné un aperçu du dénominateur commun - le déclin de la gouvernance démocratique, la faiblesse des institutions, la corruption, la mauvaise gestion de la diversité, aggravant les inégalités socio-économiques et le mécontentement.

Dans la plupart des cas, l'UA et les Communautés Economiques Régionales (CER) ont agi rapidement pour condamner le CAG, puis suspendre son adhésion à l'UA et imposer des sanctions. L'efficacité du régime de sanctions mise à part, les condamnations du recul de la gouvernance démocratique par les acteurs régionaux et internationaux ont entraîné certains changements, comme on l'a vu en Guinée et au Mali. Les bulletins de vote contre les armes et une gouvernance démocratique forte sont à l'ordre du jour et les citoyens africains ont également compris le message. Selon les sondages d'opinion publique d'Afrobarometer réalisés dans 34 pays africains au cours de la période 2019/2021, 82 % des citoyens rejettent le régime d'un seul homme, 77 % le régime d'un seul parti et 75 % le régime militaire - un nombre écrasant de citoyens est également favorable à la limitation des mandats présidentiels et préfère la démocratie à tout autre type de gouvernement².

Consciente de ces défis et de la nécessité d'y répondre, la Plateforme Africaine de Gouvernance (PAG) a choisi de consacrer le thème du 11e DHN de cette année au " Renforcement des systèmes

¹ Aspiration 3 of Agenda 2063 talks about creating an African of Good governance, Democracy, Respect for Human Rights, Justice and The Rule of Law. Accessed September 2022. <https://au.int/en/agenda2063/aspirations>

² The Role of Citizen in polling in building democratic resilience. Accessed September 20202, https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/07/ECOSOCC-UCG-presentation_11Jul22_Boni.pdf

de gouvernance démocratique en Afrique ". Les discussions porteront sur les défis de la gouvernance démocratique en tant que cause profonde des CAG, mettront en lumière les cadres normatifs et la manière dont leur mise en œuvre efficace peut contrer les CAG. Elles permettront également des discussions approfondies sur le rôle des élections démocratiques, du secteur de la sécurité et de l'ingérence étrangère. Les discussions sur les CAG ont été une priorité pour l'UA cette année. Le département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité (DAPPS) a déjà organisé un forum de réflexion en mars 2022 à Accra, au Ghana, qui a abouti à l'adoption de la déclaration d'Accra.

Afin de répondre à cette question et d'ajouter de la valeur à la conversation en cours, la PAG a réuni des penseurs et des praticiens de la gouvernance africaine non seulement pour analyser les causes et les effets et proposer des solutions, mais aussi pour faciliter une feuille de route de mise en œuvre. En outre, le DHN donnera effet à la Déclaration des Chefs d'État et de Gouvernement sur le CAG du 28 mai 2022, notamment à la disposition relative à la création d'un environnement propice à la participation effective des femmes et des jeunes aux processus politiques, afin de remédier à l'impact des changements anticonstitutionnels de gouvernement par le biais des forums préparatoires du DHN. En effet, le DHN a intégré des pré-forums sur le genre et la jeunesse qui sont conçus pour fournir une plateforme aux citoyens pour exprimer leurs opinions et peser sur la mise en œuvre des solutions.

Ainsi, le 11e DHN et ses Pré-forums sur la Jeunesse et le Genre sont prévus du 18 au 23 novembre 2022 à Cotonou, Bénin. Le Président de la République du Bénin, S.E. Patrice Talon, est l'hôte de la 11ème édition du DHN ainsi que le Champion des conclusions des délibérations. Le DHN sera précédé par les Pré-forums sur la Jeunesse et Genre qui se tiendront du 18 au 21 novembre 2022. De même, les discussions et les résultats du Pré-forum sur le Genre et de la Consultation des Jeunes seront parrainés par S.E. Véronique Tognifodé, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance et S.E. Oswald Homeky, Ministre de la Jeunesse et des Sports. Les résultats des pré-forums s'inscriront dans le prolongement des conclusions du DHN.

C. APPROCHE THÉMATIQUE DU 11^{ème} DIALOGUE DE HAUT NIVEAU

Le 11e DHN sera organisé autour de sept thèmes principaux décrits ci-dessous. Ces thèmes visent à mettre en lumière les facteurs sous-jacents et structurels des CAG d'une part. D'autre part, ils explorent les voies politiques et stratégiques permettant de résoudre les problèmes persistants des CAG dans une perspective à long terme.

1. MISE EN CONTEXTE : LES CAUSES DE LA RÉ-ÉMERGENCE DES CAG EN AFRIQUE – Dans le cadre de cette section thématique, les intervenants feront une rétrospective et auront une discussion honnête et ouverte en examinant les facteurs à l'origine de la réémergence du CAG qui mine la stabilité politique et la démocratie en Afrique. Les panélistes fourniront une base pour dynamiser les autres sessions du Dialogue.

2. ANALYSE DU RÉGIME NORMATIF CONTRE LES CAG DE L'UA ET DES CER – Ce domaine thématique sera l'occasion d'explorer le cadre normatif et juridique de l'UA et des CER en se concentrant spécifiquement sur les instruments des valeurs partagées de l'UA sur la démocratie, la gouvernance et les droits de l'homme. La session abordera le problème persistant de l'engagement et de l'appropriation limités des normes au sein des États membres de l'UA, ainsi que les lacunes existant dans les cadres normatifs actuels de l'UA et des CER dans la promotion de la gouvernance démocratique et du constitutionnalisme. La session vise à identifier les moyens de renforcer les cadres normatifs afin qu'ils soient plus efficaces pour traiter et transformer la poussée des CAG.

4. LE RÔLE DES ÉLECTIONS DÉMOCRATIQUES DANS LA TRANSITION POLITIQUE PACIFIQUE – Elections are the conventional mechanism for the peaceful and democratic transfer of political power. Military coups displace elections and the role of citizens in choosing their leaders and holding them to account. In most post-coup political settlements and transitions, elections are often considered the route to the restoration of democratic constitutional order by lending legitimacy to the new government. This session critically analyses the role of elections in creating conditions for UCG as well as the conduct of elections during political transitions which serve as building blocks for a democratic trajectory in countries emerging from military coups.

5. LES DIVIDENDES INSTRUMENTAUX DE LA DÉMOCRATIE : DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE, GESTION DE LA DIVERSITÉ ET MISE EN PLACE D'INSTITUTIONS RÉSILIENTES – Cette session abordera les lacunes dans la réalisation des dividendes de la gouvernance démocratique qui impliquent la réalisation des droits sociaux et économiques des citoyens ainsi que la gestion de l'inclusion dans un continent dont la riche diversité est devenue un moteur de la violence politique. La session cherchera également à identifier des réponses correctives pour atteindre les dividendes instrumentaux de la gouvernance démocratique en Afrique.

6. LE RÔLE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ DANS LES TRANSITIONS PACIFIQUES ET LA LUTTE CONTRE LES INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES – Le rôle de cette session est de faciliter la compréhension de l'importance du secteur de la défense et de la sécurité en tant que parties prenantes majeures dans le discours du CAG. La session vise à ouvrir l'espace autrefois restreint aux discussions grand public afin de comprendre le rôle et les problèmes critiques de l'appareil de sécurité. Plus spécifiquement, les discussions sur l'ingérence étrangère et son rôle dans la déstabilisation politique des EM seront abordées afin de mettre en avant le sujet des conversations ouvertes et franches, les solutions et la voie à suivre, ainsi que l'importance de la gouvernance démocratique pour la paix et la sécurité.

7. STRATÉGIES POUR LA TRANSFORMATION : LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISIONS DE MALABO ET DE LA DÉCLARATION D'ACCRA – Les CAG, en raison de leur fréquence accrue en Afrique, a fait l'objet de discussions. Cependant, une fois que le CAG a eu lieu et que des discussions ont eu lieu, il est important de donner la priorité à la création d'une feuille de route pour la mise en œuvre. Cette session discute du rôle des EM, de l'UA, des organes et des CER, des OSC et des autres parties prenantes dans la prise de mesures pratiques pour la mise en œuvre de la Décision de Malabo et de la Déclaration d'Accra.

8. AFRICA TALKS – Cette conversation intergénérationnelle a pour but de mettre en avant des Africains exceptionnels pour qu'ils partagent leurs expériences et inspirent le changement dans leurs communautés, contribuant ainsi à l'Afrique Que Nous Voulons. Au cours de cette session, des récits de jeunes Africains qui ont apporté d'immenses contributions à leurs communautés grâce à leur leadership, leur résilience et leur pouvoir seront présentées.

D. OBJECTIF GLOBAL

L'objectif global du 11e Dialogue de Haut Niveau est d'évaluer, d'identifier et d'explorer les catalyseurs normatifs et structurels pour atteindre la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité en Afrique. Plus précisément, le Dialogue fournira une plateforme pour partager des connaissances et des analyses fondées sur des preuves, ainsi que pour échanger des leçons et des expériences comparables en matière de gouvernance démocratique, de paix et de sécurité, tout en élaborant des recommandations politiques pour faire face à la recrudescence des CAG.

E. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Les objectifs spécifiques du Dialogue de Haut Niveau sont :

- a) Examiner les causes profondes des changements anticonstitutionnels de gouvernement en tant que facteurs clés de la récente recrudescence, en considérant les CAG comme le point culminant de la gouvernance démocratique et des défaillances socio-économiques, et non comme des événements indépendants ;
- b) Améliorer la compréhension des cadres normatifs et institutionnels qui existent à tous les niveaux liés à la protection de la démocratie, des élections, du constitutionnalisme, de la prévention des conflits, de la paix et de la sécurité ;
- c) Créer un espace de collaboration pour des réflexions intergénérationnelles sur des questions transversales comme le développement socio-économique et la distribution équitable des

richesses, l'engagement des femmes et des jeunes, et le renforcement des capacités institutionnelles ;

- d) Fournir une plateforme pour les citoyens africains afin de partager leurs expériences et les leçons apprises, ainsi que des conversations essentielles en tant que parties prenantes majeures dans la réalisation de mesures pratiques pour mettre en œuvre les décisions et finalement prévenir les CAG en Afrique ; et
- e) Contribuer au contenu des discussions qui ont déjà eu lieu sur les CAG, afin d'élaborer et de proposer une analyse approfondie de la feuille de route pour la mise en œuvre de solutions relatives aux CAG sur le continent.

F. RÉSULTATS ATTENDUS

- a) Dresser le tableau de l'état actuel de la gouvernance, de la paix et de la sécurité en tant que facteur contribuant au processus menant à la CAG, afin de dégager la voie pour identifier les défis spécifiques et suivre les progrès ;
- b) Imaginer des solutions inclusives pour améliorer la ratification, la mise en œuvre et le suivi des instruments des valeurs partagées de l'UA identifiés ;
- c) Offrir un espace pour définir des étapes pratiques et une feuille de route pour la mise en œuvre des déclarations et des recommandations du CAG ;
- d) Renouveler l'engagement à aborder la gouvernance démocratique et les questions socio-économiques comme facteurs clés pour éliminer les CAG de notre continent africain et de notre dictionnaire ;

G. PRODUCTIONS ATTENDUES

Le Dialogue devrait produire les documents suivants :

- a) Une (1) Note d'Orientation Politique portant sur les discussions du Dialogue pour des recommandations politiques ;
- b) Un (1) Rapport d'activité qui sera diffusé sur notre site web ;
- c) Des communiqués de presse ;
- d) Des publications sur les médias sociaux (Twitter, Facebook),,

H. MÉTHODOLOGIE

La convocation du 11ème DHN utilisera une combinaison de méthodologies pour faciliter les délibérations. Les discussions seront menées par le biais de plusieurs stratégies interactives, notamment des conversations avec des personnalités de premier plan et des forums en plénière. Les discussions en panel seront conçues de manière à assurer un échange intergénérationnel ainsi qu'un mélange de perspectives politiques et de perspectives de praticiens dans les conversations. En raison de la pandémie de COVID-19, la Consultation se tiendra physiquement avec un nombre limité de personnes, et les protocoles de sécurité nationaux du pays hôte et du CDC Afrique seront suivis.

En outre, le Dialogue de Haut Niveau comprendra une forte implication des réseaux sociaux et d'autres moyens innovants pour stimuler le débat avant et pendant le Dialogue, faire participer le public virtuel aux délibérations et diffuser les résultats du Dialogue..

I. DOCUMENTATION ET LANGUES DE TRAVAIL

La documentation du Dialogue sera partagée par voie électronique. Tous les documents du Dialogue de Haut Niveau et les mises à jour des actualités seront disponibles sur www.au.int/aga .

Afin d'impliquer un plus grand nombre de personnes dans cette conversation, les discussions seront retransmises en direct sur le twitter @AGA_Platform et le Hashtag #DGTrends pourra être utilisé pour rejoindre la conversation en ligne.

La réunion se déroulera dans les 4 langues de l'UA - **Arabe, Anglais, Français et Portugais**. Des interprétations simultanées seront fournies dans les 4 langues et la documentation sera fournie en français et en anglais.

J. LA PLATEFORME AFRICAINE DE GOUVERNANCE

Établie en 2012, l'AGA a été créée comme un cadre de dialogue entre les différentes parties prenantes mandatées pour promouvoir et renforcer la gouvernance démocratique en Afrique, tel qu'articulé dans les différents instruments des valeurs partagées de l'UA. Sa création a été motivée par le besoin urgent d'améliorer l'impact des diverses interventions de l'UA et des CER dans la lutte contre les déficits de gouvernance sur le continent. Le Secrétariat est hébergé par le DAPPS en tant que Bureau de la PAG.

La PAG est le mécanisme institutionnel et interactif de l'AGA. La Plateforme est composée de dix-neuf (19) organes, institutions et communautés économiques régionales (CER) de l'UA. À cet égard, la Plateforme a la responsabilité de renforcer la capacité de ses parties prenantes à soutenir les États membres dans la promotion de la gouvernance démocratique. La Plateforme comprend onze (11) organes et institutions de l'UA ayant un mandat en matière de droits de l'homme, de démocratie et de gouvernance, ainsi que les huit (8) CER. Les principales parties prenantes qui ont pris part à la plateforme en tant qu'observateurs sont le Président du Sous-comité du COREP sur les Droits de l'Homme, la Démocratie et la Gouvernance (DHDG), les Mécanismes Régionaux, les Envoyés Spéciaux pour la Jeunesse et les Femmes et les Bureaux de l'UA en dehors d'Addis-Abeba.

Sur la base d'une rotation de deux ans, le Président et le Vice-président de la PAG assument la direction de la PAG aux niveaux technique et politique, la Commission de l'UA, par le biais du DAPPS, étant le rapporteur permanent. Le Président et le Vice-président actuels de la PAG sont la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), également connue sous le nom de "Commission de Banjul", et l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD).

Le Secrétariat de l'AGA a été mis en place pour servir l'AGP et faciliter la coordination et les synergies entre les membres de la Plateforme. Les processus de mise en œuvre de la réforme de l'UA en cours reconnaissent l'importance des synergies entre l'AGA et l'APSA et ont réuni les branches opérationnelles des architectures en créant le Secrétariat AGA-APSA. La mise en œuvre des Réformes de l'UA est toujours en cours.

K. LE 11^{ème} DIALOGUE DE HAUT NIVEAU

Le 11^{ème} DHN est une initiative phare de la PAG convoquée sous les auspices de la PAG. Il est créé pour favoriser le dialogue entre les parties prenantes et servira de forum de réflexion sur différentes questions thématiques. Le Dialogue de Haut Niveau offre un espace pour des discussions annuelles sur les questions de gouvernance démocratique, de droits de l'homme et de paix entre les différentes parties prenantes au sein et en dehors de l'UA. Cette année, la PAG, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'AGA-APSA, mettra en œuvre la 11^e édition du DHN qui a été consacrée à la réémergence des CAG sur le continent.

Le Dialogue, une interface essentielle entre la PAG et les parties prenantes, a pour but de fournir un espace franc, ouvert et inclusif pour les décideurs politiques, le secteur privé, les groupes de réflexion, le monde universitaire et les praticiens afin d'interroger les impératifs politiques et pratiques qui constituent la pierre angulaire d'une Afrique pacifique et prospère. En outre, le Dialogue se concentrera spécifiquement sur les actions et les recommandations appropriées en matière de gouvernance démocratique qui devront guider les interventions étatiques et non étatiques aux niveaux national, régional et continental.

Dans cette optique, le DHN sera précédé d'une Consultation Continentale de la Jeunesse et d'un Pré-forum sur le Genre. Les conclusions et les résolutions de ces consultations s'intégreront systématiquement dans les discussions du DHN et feront finalement partie de ses résultats.

L. PARTICIPATION

Les principales parties prenantes qui participeront au Dialogue de Haut Niveau sont les suivantes ::

- i. Sitting and Former Heads of State and Government of AU Members;
- ii. AU organs and institutions;
- iii. Regional Economic Communities;
- iv. Civil Society Organizations (CSOs) including Youth networks and Women's organizations;
- v. Representatives of The republic of Benin as hosts of the 11th HLD
- vi. Representative of PRC Subcommittee on HRDG, Representative of the PSC and other Member States
- vii. Development Partners and Agencies
- viii. Private Sector (Multinationals/Local);
- ix. Philanthropy Organisations and Individuals;
- x. UN agencies and other International and continental financial institutions (e.g. AfDB, IMF, World Bank)
- xi. Media; and
- xii. Academic, think tanks, and Research Institutions.

M. PARTNAIRES

Le 11ème Dialogue de Haut Niveau est une initiative phare de la PAG créée pour favoriser le dialogue entre les parties prenantes. Le Secrétariat de l'AGA-APSA dirigera la préparation de l'événement avec le pays hôte, la République du Bénin, avec le soutien du Bureau de la PAG et des partenaires de développement.

N. CONTACTS

Mme Lindiwe Khumalo

Secrétaire Exécutive par intérim, CADHP
Présidente de la Plateforme Africaine de Gouvernance, Niveau Technique
Banjul, Gambie
Email: Khumalol@africa-union.org

Amb. Salah Hammad

Responsable par intérim, Secrétariat de l'AGA-APSA
Direction de la Gouvernance et de la Prévention des Conflits Gouvernance, Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité
Commission de l'Union Africaine
Addis Abéba, Ethiopie
Email: HammadS@africa-union.org

Mme. Makda Mikre Tessema

Experte en Démocratie et Gouvernance
Secrétariat de l'AGA - APSA
Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité
Commission de l'Union Africaine
Email: MakdaM@africa-union.org